

# MANIFESTO – CERCLE DE VEILLES FEMINISTES DE RESISTANCE

Algérie - Tunisie - Maroc

Nous, militant.es féministes et allié.es d’Algérie, de Tunisie et du Maroc, réuni.es les 13 et 14 février 2026, prenons position face au *backlash* qui s’intensifie dans la région de l’Afrique du Nord. Cette offensive anti-droits et anti-genre n’est pas un phénomène passager. C’est une politique organisée de peur, de cruauté et de division qui vise nos corps, nos libertés, nos organisations et l’espace même de la société civile.

Nous observons une montée des violences et des discriminations dans l’espace public et numérique : banalisation des féminicides, violences sexuelles, harcèlement, doxxing, campagnes de haine, criminalisation des voix dissidentes et interprétations arbitraires des lois. Ce *backlash* s’appuie sur l’instrumentalisation religieuse, la rhétorique de la “crise morale”, le narratif sécuritaire et le gaslighting. Il rétrécit l’espace civique, fragilise les organisations, assèche les financements et tente de nous isoler les un.e des autres.

Nous affirmons que la justice de genre est une justice sociale. Nos corps et nos identités ne sont pas des terrains de négociation politique. Les luttes sont universelles et non hiérarchisables. Notre solidarité régionale est une réponse directe à la division.

Nos principes sont clairs :

- Adelphité, vigilance et résistance face à toute tentative d’isolement.
- Autonomie, intégrité et consentement, contre tout contrôle social des corps et des sexualités.
- Tolérance zéro face aux violences, qui ne sont pas des faits divers mais des violences systémiques.
- Attachement aux droits et libertés fondamentales universelles et à l’application effective des engagements internationaux.

Nous appelons les autorités publiques, les institutions judiciaires et les acteur.ices responsables à :

- Garantir des réformes égalitaires et effectives, notamment du code de la famille, et abroger les dispositions liberticides qui pénalisent les libertés individuelles sous couvert de “bonnes mœurs”.
- Mettre en œuvre une politique réelle contre les violences : prévention, prise en charge, protection des victimes et poursuites judiciaires contre les auteurs.
- Protéger les militant.es et les organisations, garantir la liberté d’action et des financements durables pour la société civile.
- Responsabiliser les régulateurs et plateformes numériques dans la prévention et la modération des discours de haine.

**Nous refusons de disparaître de l’espace public.**

**Nous refusons que la peur et la haine soient plus fortes que la justice.**

**Nous refusons de nous taire.**

Depuis l’Algérie, la Tunisie et le Maroc, nous continuerons à veiller, résister et porter une parole féministe régionale, ancrée, solidaire et déterminée.